

## **Comment l'UE s'est découvert un « grand voisin ».**

### **Retour sur la révolution orange ukrainienne**

La stabilité des périphéries fait partie des enjeux majeurs de la politique étrangère européenne : à cette fin, l'UE développe une politique de voisinage dans l'objectif de se constituer « *un cercle d'amis* »<sup>1</sup>. Les nouveaux voisins orientaux, composés de la Biélorussie, de l'Ukraine et de la Moldavie, entrent parfaitement dans cette définition qui veut que des Etats qui n'ont pas la possibilité (immédiate) de rentrer dans l'UE puissent tout de même entretenir des relations avec Bruxelles.

Depuis l'adhésion de la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie en 2004, l'Ukraine est sans conteste le grand Etat du voisinage oriental de l'Union. D'ailleurs, la contiguïté des deux ensembles va encore s'étendre avec l'entrée de la Roumanie en 2007. Si l'Ukraine et ses 48 millions d'habitants n'ont sans doute pas reçu l'attention qu'ils méritaient jusqu'à présent, la révolution orange de novembre-décembre 2004, qui doit son nom à la couleur de ralliement du camp de Iouchtchenko, a présenté le pays sous un nouveau jour. En effet, les élections présidentielles ukrainiennes ont fait naître de réelles inquiétudes pour la stabilité régionale, au vu de l'animosité existant entre les deux camps. Rarement des élections auront autant mobilisé la communauté internationale. C'est sans doute moins le choix entre les deux candidats, Viktor Ianoukovitch et Viktor Iouchtchenko, que les deux semaines de manifestations pacifiques à la suite de la falsification massive du scrutin qui ont rehaussé le statut international de l'Ukraine, rompant avec le quasi-isolement du koutchmisme finissant.

L'UE a été au cœur de la révolution orange : elle a fourni un projet cohérent pour l'opposition anti-Koutchma, et surtout, elle a joué un rôle stabilisateur au plus fort de la crise. Les porte-étendards de la désobéissance civile ont fait de l'adhésion à l'UE l'objectif stratégique à long terme du pays, conjugué à des objectifs internes de démocratisation et de réformes économiques.

Il est donc nécessaire de revenir sur les différentes dimensions de la révolution orange, à la fois internes et externes, afin de comprendre les dynamiques qui l'ont animée. Nous faisons ici moins l'étude des événements en soi que de leur portée, afin d'en déduire les conditions d'une présence efficace de l'UE.

## Retour sur la révolution orange : la dimension interne

La révolution orange nous amène à dresser un triple constat sur l'état du pays : tout d'abord, elle marque la fin du « régime Koutchma » avec le départ de l'ancien président. Ensuite, elle illustre les divisions internes qui traversent le pays. Enfin, elle voit l'affirmation d'une nouvelle Ukraine, prête à rompre avec ses démons pour prendre un nouveau chemin.

### *La fin du régime Koutchma*

La fin du règne de Leonid Koutchma s'est déroulée sur fond de crise et d'impopularité croissante de l'exécutif. Plusieurs facteurs expliquent cet état de fait. Tout d'abord, il se trouvait impliqué, d'après différents enregistrements, dans le scandale de l'assassinat du journaliste Georgiy Gongadze (2000). Sur le plan international, l'affaire des missiles *Koltchuga* vendus à l'Irak de Saddam Hussein en 2002 avait marginalisé Koutchma vis-à-vis des Etats-Unis et de l'UE. Par ailleurs, les spécificités mêmes de son régime, corruption généralisée et multiples dysfonctionnements de l'Etat, dérives oligarchiques et restriction de la liberté de la presse, devaient achever de décourager la population.

A ce titre, le « régime Koutchma » peut être qualifié d' « autoritarisme compétitif »<sup>2</sup>, dans lequel le président est élu, mais avec une responsabilité limitée devant les électeurs. A l'instar de ce qu'on a observé dans les autres pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), l'Ukraine des années 1990 a connu une régression démocratique. Lors de son second mandat (1999-2004), le président Koutchma disposait d'un pouvoir de nomination très étendu, tandis que les administrations utilisaient, avec la complicité des services secrets, le chantage (*kompromat*) contre des officiels ou des citoyens. De même, les relations entre le monde politique et celui des affaires se faisaient sur un mode clientéliste : les oligarques auxquels Koutchma donnait des biens d'Etat le soutenaient politiquement en retour.

L'autoritarisme compétitif de Koutchma souffrait toutefois de deux faiblesses.

La première réside dans l'existence d'élections, même si celles-ci subissaient la loi des « ressources administratives » (le candidat au pouvoir utilise toutes les ressources de l'Etat pour favoriser sa candidature). Force est de constater que si Koutchma était impopulaire, Ianoukovitch, le premier ministre depuis 2002, s'est avéré peu charismatique et présentait un passé trouble (il a effectué deux séjours en prison pour des délits entre 1968 et 1970). Le fait

de disposer du soutien de Koutchma, de fonds venant des oligarques et d'une couverture télévisée publique illimitée n'ont pu lui permettre de se maintenir au pouvoir.

La seconde vient du fait que toutes les personnes disposant de ressources économiques et politiques importantes n'étaient pas satisfaites de leur place. C'est notamment le cas de la charismatique Ioulia Timochenko, ancienne économiste de l'Est industriel de l'Ukraine (Dniepropetrovsk), qui était connue pour être la « princesse du gaz ». Elle est entrée au gouvernement avec Iouchtchenko en 1999, avant d'être incarcérée par le régime Koutchma en 2001. Viktor Iouchtchenko est quant à lui l'ancien directeur de la Banque Centrale ukrainienne (1997-1999), et premier ministre de 1999 à 2001 sous Koutchma. Ses compétences en ont fait le politique favori des Ukrainiens, et il a su attirer des entrepreneurs qui souhaitaient des règles du jeu plus proches de l'Etat de droit que du clientélisme. L'empoisonnement à la dioxine, qui l'a défiguré en septembre 2004 après un dîner avec un représentant des forces de police, a été le signe d'une campagne dure. De sérieux soupçons pèsent sur ses adversaires, qui ont de plus tenté de manière assez cynique de le rendre responsable de son propre empoisonnement par ses habitudes alimentaires.

La révolution orange a donc renversé le « régime Koutchma ». Mais l'exercice du pouvoir par les oranges pour tenir les promesses formulées sur la place de l'indépendance à Kiev (Kyiv en Ukrainien) s'avère complexe au vu de l'héritage du précédent président.

#### *Un pays avec des divisions internes indéniables mais surmontables*

La révolution ukrainienne a illustré le fait que de profondes divisions internes – religieuses, historiques et linguistiques – traversent le pays. Mais, sans doute faut-il nuancer la représentation classique qui oppose de manière manichéenne une Ukraine occidentale, moins dynamique économiquement, nationaliste et pro-OTAN, à une Ukraine orientale, plus industrialisée, autoritaire, et pro-russe.

L'Ukraine est bien un pays multiconfessionnel, où la grande majorité de la population est orthodoxe, tandis qu'une minorité gréco-catholique est bien implantée à l'Ouest (de rite orthodoxe mais respectant l'autorité du pape). Les Orthodoxes ont voté tant pour l'un que pour l'autre candidat au second tour, alors que les Uniates (Gréco-catholiques) ont largement soutenu Iouchtchenko. Ce dernier l'a emporté dans de grandes villes russophones de l'Est, comme à Poltava (66%), tandis que Kiev, majoritairement russophone, a voté pour lui à 78%. Les votes ne permettent donc pas de déterminer de fractures entre deux Ukraine, mais laissent plutôt apparaître une zone intermédiaire, et plusieurs régions distinctes. Le Sud et l'Est

tendent à s'orienter vers la Russie, tandis que l'Ouest et le Centre se définissent comme pro-occidentaux. Seules la Galicie (à l'Ouest, en faveur de Iouchtchenko) et la région de Donetsk (à l'Est, en faveur de Ianoukovitch) ont voté à la quasi-unanimité pour un candidat au second tour.

Le plus inquiétant réside sans doute dans la polarisation de la société ukrainienne au soir du 26 décembre 2004, date du troisième tour électoral. Malgré le discrédit de Ianoukovitch, son électorat, soit 44% des votants, ne reconnaît pas la légitimité de la victoire orange. Dans le même temps, l'électorat du camp des vainqueurs n'accepte pas de reconnaître certaines revendications du camp vaincu comme légitimes. C'est un phénomène électoral courant, mais la polarisation géographique a pu inquiéter. Toutefois, le fait que les « bleus » de Ianoukovitch, mais aussi les « oranges », acceptent de reconnaître le drapeau national comme le leur semble confirmer l'hypothèse que le cadre étatique est accepté par la grande majorité des Ukrainiens, y compris en Crimée, région historiquement et culturellement tournée vers Moscou. Il est possible d'envisager une fédéralisation du pays, mais la sortie d'une de ses composantes pour rejoindre un autre pays est improbable aujourd'hui.

### *Une nouvelle indépendance ?*

C'est sans doute l'affirmation d'une nouvelle Ukraine, fière d'elle-même, qui est le fait le plus marquant, contrastant avec la période Koutchma. De nombreux commentateurs ont utilisé l'image d'une « *deuxième indépendance du pays* », ou de la « *pleine réalisation de son indépendance* ». Certains journalistes polonais soulignaient même la « *dimension mondiale* » de la révolution, comparable à l'aventure qu'avait constitué le mouvement *Solidarnosc* dans les années 1980. Elle marquait la naissance d'une « Europe polonaise », une Europe « *des réalistes romantiques privés de leurs illusions mais pas de leurs espoirs* »<sup>3</sup>. Le président géorgien Saakashvili a déclaré qu'il s'agissait de « *la troisième et dernière vague de libération de l'Europe* » qui devait embrasser « *l'ensemble de la région post-soviétique* »<sup>4</sup>. Quel que soit le nom qu'on lui donne, la révolution orange apparaît comme un événement géostratégique majeur<sup>5</sup>.

Il convient toutefois de nuancer, avec le recul, la portée de certains propos, quitte à revoir les oppositions classiques que l'on avait associées aux bleus et aux oranges, indépendance/hégémonie russe, ainsi que démocratie-économie de marché / autoritarisme et système oligarchique.

En premier lieu, est-il besoin de rappeler que l'Ukraine est indépendante depuis 1991, et qu'aucune région n'a émis le souhait de se réunifier avec la Russie. Par « nouvelle indépendance », il faut donc comprendre « nouvelles relations politiques avec Moscou », dans le but de laisser Kiev choisir son orientation, suivant la volonté démocratique. La question posée n'est donc pas celle de l'indépendance à proprement parler, mais plutôt celle du chemin de développement suivi par Kiev. En effet, malgré la rhétorique employée lors de sa campagne, Ianoukovitch n'a aucune envie de devenir un « vassal de la Russie », étant parfaitement conscient que l'Ukraine dépend autant de l'UE que de la CEI pour son commerce extérieur. Les oligarques du « clan de Donetsk », représentés par Ianoukovitch, sont d'ailleurs connus pour la défense de leurs positions économiques, y compris contre la Russie. Le pays est extrêmement divisé sur la marche à suivre vis-à-vis de l'OTAN et de l'Union Européenne : le précédent gouvernement avait pour ambition de mener une politique dite « d'équidistance », respectant les intérêts de l'OTAN, de l'UE et de la Russie. Si Iouchtchenko s'est déclaré désireux d'ancrer son pays dans les structures américaines et européennes, il a réservé sa première visite à Vladimir Poutine, au lendemain de son discours inaugural du 23 janvier 2005. Il n'a pas évoqué la Russie ni le panslavisme dans son discours inaugural, pour préférer insister sur l'identité européenne de l'Ukraine et le souhait d'adhérer à l'UE, mais il a toutefois pris soin de ne pas évoquer l'hostilité de Poutine à son égard. De cette manière, il espérait faire entendre que sa campagne était plus pro-européenne qu'anti-russe, en faisant de Moscou un « *partenaire stratégique permanent* », sans toutefois donner de définition précise à ce concept.

A ce débat indépendance/hégémonie russe, un peu faussé puisque la question ne se pose pas exactement en ces termes, s'ajoute celui qui oppose les couples démocratie/économie de marché et autoritarisme/système oligarchique. Il est évident que personne ne regrette Koutchma, et que le successeur qu'il s'était choisi n'aurait probablement pas eu un comportement très différent. Le système tend ainsi indéniablement vers un chemin plus démocratique avec le nouveau président. Toutefois, il faut remarquer que c'est le camp Koutchma qui a proposé des changements constitutionnels visant à parlementariser le régime, au regret d'une part des oranges qui estiment que cela peut nuire à la mise en place des réformes. Du point de vue économique, les évolutions devaient faire pencher la balance vers plus de transparence et d'Etat de droit. Certes, l'Ukraine a connu avec Ianoukovitch deux bonnes années de croissance (9,4% en 2003 et 12% en 2004, selon la BERD), mais celui-ci n'avait pas la volonté de changer fondamentalement le système oligarchique en place. A l'inverse, si Iouchtchenko en a la motivation, il faut savoir que ce genre de réformes prend du

temps et demande de la persévérance. Dans le même temps, le camp des oranges ayant été soutenu par certains de ces oligarques, qui peuvent freiner les réformes visant à établir un Etat de droit.

### **La révolution orange et ses implications internationales : la dimension externe**

Les événements ukrainiens amènent à observer trois séries de changement dans la situation internationale du pays : le rôle de l'UE dans la crise, la gestion catastrophique de Vladimir Poutine et les effets de la révolution orange.

#### *L'UE et l'Ukraine : le grand « nouveau voisin »*

Tout d'abord, si l'on a beaucoup insisté sur le rôle des fondations américaines implantées en Ukraine, c'est avant tout l'UE qui a accompagné la révolution orange.

On peut y voir une évolution notable pour un pays qui a été longtemps délaissé. En effet, l'UE s'était souciée de l'élargissement à l'Europe centrale, mais très peu de sa future périphérie orientale. Les pays de l'ex-URSS étaient perçus de manière quasi-homogène, à l'exception évidente des pays Baltes, inclus dans le processus d'élargissement. L'Accord de Partenariat et de Coopération (APC), régissant les liens entre l'Ukraine et l'Europe, signé en 1994, n'entre en vigueur qu'en 1998, et son contenu n'était pas déterminant pour l'évolution du pays. L'UE a investi des fonds sur place via le programme d'aide TACIS, mais pas toujours avec l'impact escompté. Du côté ukrainien, les différents gouvernements ont tous repris la thématique européenne parmi les priorités de politique étrangère, mais ne se sont pas donné les moyens d'une telle politique. Il en a résulté des relations marquées par une politique déclaratoire sans réelle consistance, de part et d'autres.

L'arrivée de nouveaux membres en 2004 a renouvelé les intérêts et les priorités de l'UE. Historiquement, les nouveaux entrants ont complété l'agenda européen : conséquence de l'arrivée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, le processus de Barcelone a cherché à unir les pays riverains de la Méditerranée ; les Scandinaves ont été les avocats d'une politique nordique de l'UE ; quant à l'Europe Centrale, elle s'est arrogée la politique dite des « nouveaux voisins » post-soviétiques. L'UE est aussi devenue un acteur stratégique plus confiant, disposant dorénavant d'une stratégie de sécurité propre, ainsi que d'une capacité à déployer des missions au titre de la PESD. Ces deux phénomènes se sont mutuellement renforcés, alimentant une dynamique favorable à l'Europe-puissance.

L'UE n'a pas seulement agi comme un aimant, un horizon d'espérance mobilisé le temps d'une élection. Elle a été un acteur à part entière, notamment parce qu'elle a parlé d'une seule voix. Le président de la Commission, Barroso, a d'abord fait clairement comprendre qu'il n'accepterait pas les résultats du scrutin du second tour, et les pays membres l'ont fait savoir par le biais de leurs ambassadeurs respectifs. Par ailleurs, l'unité du discours a été renforcée par une unité d'action. Au plus fort de la crise, Javier Solana, ainsi que les présidents polonais et lituanien, respectivement messieurs Kwasniewski et Adamkus, ont représenté l'UE avec pragmatisme autour de la « table ronde » des négociations entre les deux camps. Cette incarnation physique a fait de l'Europe une puissance consciente de ses intérêts et de ses valeurs, prête à agir quand la stabilité de son voisinage est menacée. A ce titre, la mission européenne était double : d'une part, défendre les principes démocratiques et de non-ingérence ; d'autre part, maintenir un dialogue avec la Russie, utile en particulier pour la gestion du voisinage commun. L'UE ne mène pas pour autant une politique de jeu à somme nulle, contrairement à ce qu'on a prétendu en Russie. Tout d'abord, elle est plus intéressée par le processus démocratique que par un homme en particulier. Or, la logique de jeu à somme nulle (« ce qui est gagné par l'un est perdu par l'autre ») tend à privilégier un « protégé » au détriment d'adversaires réels ou supposés. Ensuite, le principe d'un élargissement, même à moyen ou long terme, est loin de faire l'unanimité en Europe, tandis que le camp Iouchtchenko a pu être déçu par moments du manque d'intérêt de Bruxelles à son égard. Ce peu d'empressement envers l'Ukraine montre que l'UE a été au mieux un acteur réticent, mais certainement pas un rival géopolitique de la Russie au sens traditionnel. L'attitude peu conciliante de Poutine a poussé les Européens à réussir la première mission tout en connaissant des difficultés sur la seconde.

### *Défaite de la Russie ou défaite de Poutine ?*

A tort, les élections en Ukraine ont été réduites à un affrontement géopolitique entre Est et Ouest, pro-Russie et pro-OTAN, au fort relent de Guerre Froide<sup>6</sup>. De la victoire électorale de Iouchtchenko devait inéluctablement découler un changement politique radical, un président pro-occidental devant prendre la place d'un pouvoir autoritaire soumis à Moscou.

Il faut toutefois rappeler que Iouchtchenko n'est pas le premier président à apparaître comme pro-occidental à la sortie des urnes : en 1999, face au candidat communiste, Koutchma avait cette même étiquette, avant de se faire marginaliser par les Etats-Unis et l'UE en raison de sa politique intérieure. Ce n'est qu'à ce moment qu'il a décidé de se tourner

davantage vers Moscou, sans pour autant revenir sur la doctrine officielle « d'équidistance » : l'Ukraine doit tenir compte de l'Est et de l'Ouest dans sa définition politique. Afin d'améliorer sa relation avec les Etats-Unis, l'ancien président avait même envoyé un contingent en Irak, en totale contradiction avec Moscou. Et c'est Iouchtchenko, président pro-occidental, qui le retire d'Irak, après un vote qui a eu lieu pendant la révolution et qui a rassemblé des socialistes, des communistes, des « oranges » et des koutchmistes. Il n'y a donc pas d'antagonisme fondamental entre être pro-occidental et entretenir de bonnes relations avec Moscou, contrairement à ce qu'a soutenu une bonne partie des élites russes.

En dépit de ce constat, la révolution a montré un Vladimir Poutine arrogant, fébrile, et qui a finalement connu là son plus grand échec en matière de politique extérieure. Les télévisions d'Etat russes ont ressassé l'image d'une l'Ukraine victime d'un coup d'Etat organisé par des espions étrangers. La « perte » de l'Ukraine devait signifier la fin de la Russie comme grande puissance. Les observateurs russes ont traité des fraudes du second tour, mais ils ont surtout insisté sur celles de l'Ouest de l'Ukraine, fief de l'opposition, à l'inverse de ce que faisaient les chaînes d'information américaines et européennes. Certes, il y a eu des fraudes commises à l'Ouest du pays en faveur de l'opposition, mais aussi de Ianoukovitch dans la mesure où la centralisation de l'Etat fait que des hommes de Koutchma occupaient les places de choix au sein de l'administration pour favoriser leur candidat. C'est ainsi que Ianoukovitch a hérité d'une victoire à la Pyrrhus, inexploitable parce que grossièrement falsifiée face à une partie de la société qui a refusé ces méthodes indignes.

Le mythe d'une « *révolution importée des Etats-Unis* » dénoncée par « *une Russie anti-occidentale* » doit lui aussi être nettement corrigé. Les soutiens financiers américains au camp des oranges étaient bien visibles, via des ONG locales, symbolisant pour certains le « combat démocratique de l'administration américaine ». Si soutien il y a eu, il vient davantage du camp des démocrates américains favorables à Kerry (*Soros Foundation, National Democratic Institute, etc.*) que des républicains. On a également retrouvé la trace de financeurs ouest-européens, notamment allemands, mais aussi russes, venant de groupes insatisfaits par les contrats de privatisation établis par Ianoukovitch. A côté des quelques millions dépensés par les Etats-Unis pour alimenter les *think-tanks* et les ONG, la grande majorité des fonds qu'ils ont distribués tout au long des années 1990 et 2000, dont la corruption a détourné une large part, s'adressait aux gouvernements successifs de Koutchma, c'est-à-dire aux adversaires déclarés des « oranges ».

Quant à Poutine, dont a pu entendre la rhétorique musclée voire parfois anti-occidentale, il ne faut pas oublier qu'il a soutenu Bush de manière appuyée lors des élections

américaines de novembre 2004. Il est d'ailleurs critiqué de ce fait par tout un pan du nationalisme russe, qui voit dans l'alliance avec les Etats-Unis une erreur fatale pour l'influence de la Russie en Eurasie et dans le monde. Mais il est vrai que Poutine s'est énormément investi dans les élections ukrainiennes, et que la défaite de Ianoukovitch est sans doute davantage sa défaite personnelle qu'une défaite nationale. Depuis 1991, l'indépendance de l'Ukraine est acceptée, fût-ce à contrecœur. Si l'on parle d'influence politique, culturelle et morale, alors force est de constater que Poutine a joué contre ses intérêts en se discréditant grandement, au profit de quelques groupes oligarchiques.

*Les effets de la révolution orange : une exportation du modèle ?*

La révolution orange permet à l'Ukraine de se positionner entre la Russie et les institutions européennes et atlantiques, puisqu'elle s'est érigée en modèle pour d'autres pays post-soviétiques. Elle soulève, à travers le thème de la démocratisation, la question de la distribution et de la succession du pouvoir dans la région.

Sur le plan stratégique, il est certain que la révolution ukrainienne a un pouvoir d'entraînement supérieur à celui de la « révolution des roses » géorgienne, avec un pouvoir d'entraînement bien supérieur, au point d'en faire un possible contre-modèle à la Russie. De fait, 2005 a vu la suite d'un mouvement commencé en 2000 en Serbie et continué en Géorgie en 2003. La Kirghizie a connu un soulèvement lors des élections de février 2005, dite « des tulipes », A son tour, la Moldavie, lors des élections de mars 2005, a connu des « évolutions révolutionnaires »<sup>7</sup>, le gouvernement communiste ayant endossé un programme pro-européen. Les élections au Kazakhstan ont confirmé la présence de Nazarbaev au pouvoir, et celles d'Azerbaïdjan le pouvoir d'Aliiev. Les élections de 2006 en Biélorussie s'avèrent elles aussi cruciales pour le pays, puisque Loukachenko remet son mandat en jeu. Fin 2004, les géopoliticiens russes (Viatcheslav Nikonov, Gleb Pavlovsky, Alexandre Douguine) se montraient pessimistes pour l'influence de Moscou en Eurasie : la théorie des dominos devait limiter ce qui reste de sa puissance. Mais c'est sans doute oublier les particularités de chaque pays, puisque le Kirghizistan n'a pas le même système politique que l'Ukraine.

La révolution orange amène à faire trois observations pour comprendre les dynamiques à l'œuvre dans les espaces politiques post-soviétiques<sup>8</sup>. En premier lieu, on constate des liens de concurrence et de coopération de plus en plus affirmés entre les acteurs étatiques, les services de sécurité intérieurs et extérieurs, les ONG et la société civile ainsi que les missions diplomatiques. Ensuite, la question de la légitimité des interventions extérieures

est posée. Les interventions déclarant promouvoir l'honnêteté du scrutin ne peuvent être condamnées, à moins qu'elles ne se fassent qu'au bénéfice d'un seul camp. Enfin, l'acceptation des ONG par le pouvoir en place peut servir de baromètre démocratique, si celles-ci sont libres de soutenir un candidat et le processus de démocratisation, même au détriment du pouvoir en place.

### **Conclusion. La révolution orange au prisme européen**

La situation dont ont hérité les « oranges » était complexe à plus d'un titre, pour des raisons internes tout autant qu'externes, d'autant plus qu'il fallait répondre à des exigences élevées. Elle devait ouvrir les portes d'une intégration européenne à terme, et déboucher sur une « nouvelle Ukraine ». Le bilan des derniers mois a apporté un certain nombre de satisfactions de ce point de vue, bien que le bilan s'avère pour beaucoup mitigé. Mais ce sont davantage les perspectives des relations avec l'UE que nous allons ébaucher ici.

La stratégie de l'UE doit consister à accompagner le désir de changement interne des Ukrainiens manifesté par la population, tout en évitant de faire de Kiev la pièce d'un « grand jeu géopolitique » qui aurait des relents de Guerre Froide. En un mot, soutenir les aspirations démocratiques et les réformes, laisser la porte ouverte à une éventuelle adhésion, qui de toute façon n'arrivera qu'à moyen ou long terme, et se garder de toute réflexion de type « jeu à somme nulle » avec la Russie. Voilà tout l'enjeu d'une politique de voisinage, qui doit proposer des incitations au changement suffisamment fortes pour stabiliser le pays. Les incitations doivent être de plusieurs ordres, en termes d'accès au marché intérieur, notamment en matière agricole mais pas uniquement. Ainsi, les nouveaux voisins sont désireux d'avoir une plus grande liberté de circulation, alors que les membres actuels souhaitent renforcer le contrôle aux frontières, la lutte contre l'immigration illégale et les trafics.

Malgré tout, le prix de cette politique de voisinage est sans doute un moindre mal comparé aux menaces de déstabilisation de la périphérie, et dérisoire par rapport aux attentes de la population ukrainienne. Les fragilités internes de l'Ukraine que nous avons analysées doivent inciter l'UE à y être plus présente, plutôt que de servir d'alibi à un repli prudent à première vue, mais sans ambition ni vision.

Florent Parmentier  
Analyste politique pour Euro-Power

<sup>1</sup> COM(2003) 104 final, 11 mars 2003.

<sup>2</sup> Taras Kuzio, "Regime type and politics in Ukraine under Kuchma", *Communist and Post-Communist Studies*, n°38, 2005, p. 167-190.

<sup>3</sup> *Tygodnik Powszechny*, 19 décembre 2004.

<sup>4</sup> *Financial Times*, 20 décembre 2004.

<sup>5</sup> Témoins de cet engouement, les articles d'Adrian Karatnycky, « Ukraine's Orange Revolution », *Foreign Affairs*, Vol. 84, n°2, mars-avril 2005, et Timothy Garton Ash, Timothy Snyder, « The Orange Revolution », *New York Review of Books*, Vol. 52, n°7, 28 avril 2005.

<sup>6</sup> La politique de Vladimir Poutine était de nature impérialiste selon la presse occidentale, tandis que la presse moscovite affirmait que les troupes de l'OTAN de Hongrie et de Pologne avaient les villes ukrainiennes en vue. Pour autant, ce genre de stéréotypes éculés de la Guerre Froide risque de mettre en place une « dialectique du ressentiment », défavorable tant à l'Ukraine qu'à l'UE et la Russie. Voir notamment Katinka Barysch, Charles Grant, "Russia, the EU and Ukraine: Not a Tug of War", *Centre for European Reform*, 1er décembre 2004.

<sup>7</sup> Nicu Popescu, "The Revolutionary Evolution in Moldova", *CEPS Neighbourhood Watch*, Issue 3, Avril 2005.

<sup>8</sup> Graeme P. Herd, "The "Orange Revolution": Implications for Stability in the CIS", *Conflict Studies Research Centre*, Janvier 2005.